

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Le député a peut-être besoin de consulter certains documents, mais il y a des limites à l'aide qu'il peut recevoir d'autres députés pour faire son discours.

M. Kilgour: Très bien, monsieur l'Orateur. Mon ami me dit que ce sont des milliards. Mes amis d'en face seront soulagés d'apprendre que c'est le dernier billet. Il a été émis en octobre 1923 pour une valeur de 20 milliards de marks. J'espère avoir bien montré qu'il n'y a pas de quoi rire. Si le gouvernement ne change pas d'orientation, la même situation pourra se produire au Canada. L'hyperinflation a détruit l'économie et la classe moyenne de l'Allemagne, et nous savons tous quel en a été le résultat.

Selon un économiste de l'Allemagne occidentale qui a récemment étudié la période comprise entre 1963 et 1973, 38 des 40 pays dont le taux d'inflation était supérieur à 15 p. 100 avaient aboli d'une manière ou d'une autre leurs institutions démocratiques. Ceux qui bénéficient d'une période d'inflation, ce sont les spéculateurs, ceux qui ont de la chance et rarement ceux qui travaillent dur. Ce sont les propriétaires qui en bénéficient, non pas les locataires, ceux qui possèdent de l'or et non pas ceux qui ne possèdent que des billets.

Le 5 ou le 6 janvier, la Banque du Canada a déclaré qu'elle n'avait eu d'autre choix au cours de l'année écoulée que d'emprunter 900 millions de dollars pour soutenir notre dollar. Or, l'intérêt sur cette somme s'établit à environ \$400,000 par jour. J'estime, quant à moi, que la Banque aurait pu opter pour une autre solution, soit celle de laisser le dollar perdre de sa valeur. Cela aurait peut-être obligé le Canada à importer moins de fruits et de légumes de Floride ou de Californie mais, par ailleurs, cela nous aurait épargné \$400,000 par jour, somme qui ne correspond qu'à l'intérêt sur le prêt.

Il est juste de dire que le gouvernement va se contenter d'imprimer une bonne partie des \$400,000, ce qui contribuera au bout du compte à accroître le déficit. En d'autres termes, comme l'antipolitique énergétique est extrêmement coûteuse—je constate que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) est parti, mais je ne m'attendais pas à ce qu'il reste longtemps—il accumule les comptes, importe du pétrole; le gouvernement se contente de payer la note en imprimant de nouveaux billets.

L'antipolitique énergétique, comme j'aime l'appeler, que le gouvernement a présentée le 28 octobre dernier, va mettre près de 40,000 personnes au chômage d'ici le printemps, si l'on en croit la Canadian Association of Oil Well Drilling Contractors, qui estime que depuis l'annonce du programme, il y a eu 11,360 suppressions d'emplois, et que d'ici mars prochain, il y aura 28,000 chômeurs de plus dans le secteur des aciéries et de l'automobile, ce qui touchera principalement le centre du pays. Imaginez ce que cela peut coûter de verser des primes d'assurance-chômage à 40,000 personnes pendant un an. Mon voisin, le député de Calgary-Ouest (M. Hawkes), me signale que le montant maximum versé chaque semaine en prestations d'assurance-chômage est de \$180, soit \$720 par mois. Pour 40,000 chômeurs, il en coûtera donc 3.6 millions.

Cette charge va résulter directement des politiques du gouvernement. Les pétroliers canadiens estiment que le budget entraînera une diminution de 35 p. 100 de l'activité de forage en 1981. Autrement dit, si l'an dernier, 9,000 puits ont été forés, on prévoit qu'il n'y en aura que 5,800 cette année, une

diminution de 35 p. 100 sans compter la perte de 30,000 emplois.

Un responsable de l'industrie du pétrole me disait que le 15 janvier dernier, 38 tours de forage avaient quitté le Canada pour aller aux États-Unis. Il faut 30 camions pour déménager une seule tour. Une tour produit environ 1.4 million de dollars par année en retombées économiques. On m'a dit également que 134 tours étaient inactives. En somme, seules 400 tours de forage sur un total de 600 sont toujours en activité dans l'Ouest. Le ministre de l'Énergie tente sans relâche de nous convaincre de la validité de ses données. J'ignore quelles sont ces données, mais d'après moi, elles sont complètement farfelues.

Le Canada occupe la moitié d'un continent et abrite 24 millions de personnes. Nous achetons environ 430,000 barils de pétrole par jour. Il est immoral que le Canada doive surenchérir aux dépens des pays du tiers monde pour se procurer du pétrole alors que notre premier ministre se préoccupe tellement du dialogue Nord-Sud qu'il se promène un peu partout pour parler des problèmes des pays sous-développés. Dernièrement, j'ai eu l'occasion d'assister à un congrès des Nations Unies sur le crime. Un représentant du tiers monde a dit que c'était criminel de voir les pays soi-disant développés surenchérir aux dépens des pays du tiers monde pour se procurer du pétrole.

Je doute qu'il y ait un seul de nos concitoyens qui ne se rende pas compte que la politique du gouvernement accentuera la dépendance du Canada à l'égard du pétrole étranger. Et cela ne pourra que nuire aux pays du tiers monde. Ainsi, quand le ministre des Finances (M. MacEwen) a déclaré—je crois que c'était le 12 janvier—et des larmes de crocodile lui montaient aux yeux—que les pays du tiers monde seraient obligés de consacrer toutes leurs devises à acheter du pétrole au lieu de chercher à se développer, cela m'a fait lever le cœur, monsieur l'Orateur.

• (1640)

De toute évidence, les députés d'en face vénèrent John Maynard Keynes. Ils appliquent sa théorie de stimulation de la demande depuis bien des années, même si, selon moi, ces théories n'ont plus cours à notre époque. Il est temps que les députés d'en face adoptent une autre ligne de pensée.

Dans son dernier exposé budgétaire, le ministre des Finances parlait de la lutte contre l'inflation. L'exposé budgétaire se fondait clairement sur l'hypothèse que la plupart des Canadiens ne verraient pas, d'une part, de rapport de cause à effet entre la hausse des prix et la hausse des taux d'intérêt, l'augmentation du déficit budgétaire, le chômage accru, la perte d'investissements, surtout dans l'industrie énergétique, l'accroissement du déficit commercial, la baisse du dollar, et, d'autre part, l'océan de nouveaux billets que le gouvernement continuera à obliger la Banque du Canada à imprimer pour faire face à sa dette croissante.

Les économies les plus solides du monde libre ont abandonné les théories keynésiennes pour les réalités de l'époque de la conservation d'énergie. Fait curieux, les trois pays qui n'ont pas le moindre gisement de pétrole, c'est-à-dire l'Allemagne de l'Ouest, le Japon et la Suisse, sont les pays qui ont le taux le plus faible d'inflation, le moins de chômage, les taux d'intérêt les moins élevés et qui réussissent le mieux à résoudre leurs problèmes de balance des paiements et les autres problèmes